

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socio-professionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°18 - 27 SEPTEMBRE 2022

« L'économie régionale résiste dans un environnement en tension »

Dans un environnement en tension, la France a connu une légère récession de 0,2% au 1^{er} trimestre 2022, avant de se redresser au 2^{ème} trimestre avec une croissance de 0,5% (0,7% dans l'UE), montrant ainsi une certaine capacité de résistance. Les effets conjugués des vagues épidémiques, de la crise climatique et de la guerre en Ukraine font que nous nous orientons vers un basculement où la mondialisation prend une nouvelle dimension. Pour autant, si des perspectives de ralentissement économique sont attendues cet hiver, la situation est plus tendue chez nos voisins allemands et britanniques, pays dans lesquels plane une menace de récession à partir de la fin de l'année 2022.

Record des niveaux d'exportations et d'importations

A la faveur d'un premier semestre record, on compte 70,3 milliards d'euros d'exportation sur un an, dépassant le record de 2019 (66,2). Cependant, les importations progressent encore plus rapidement, entraînant une réduction du solde commercial, demeurant positif de 4 milliards d'€.

L'industrie en dent de scie

Conséquence des contraintes d'approvisionnement de matières premières et de matériaux et de difficultés de recrutement, l'utilisation des capacités de production s'érode cet été (79% début 2022, 73,6% en juillet).

Nette inversion de tendance des défaillances d'entreprises

Atteignant fin 2021 son plus faible niveau depuis 30 ans, favorisé par le report des

traitements des dossiers de liquidation devant les tribunaux et aux mesures de soutien aux entreprises liés à la crise Covid-19, on assiste comme attendu à un boom des défaillances début 2022 : 1500 au 1^{er} semestre 2022 contre 800 au 2^{ème} semestre 2021.

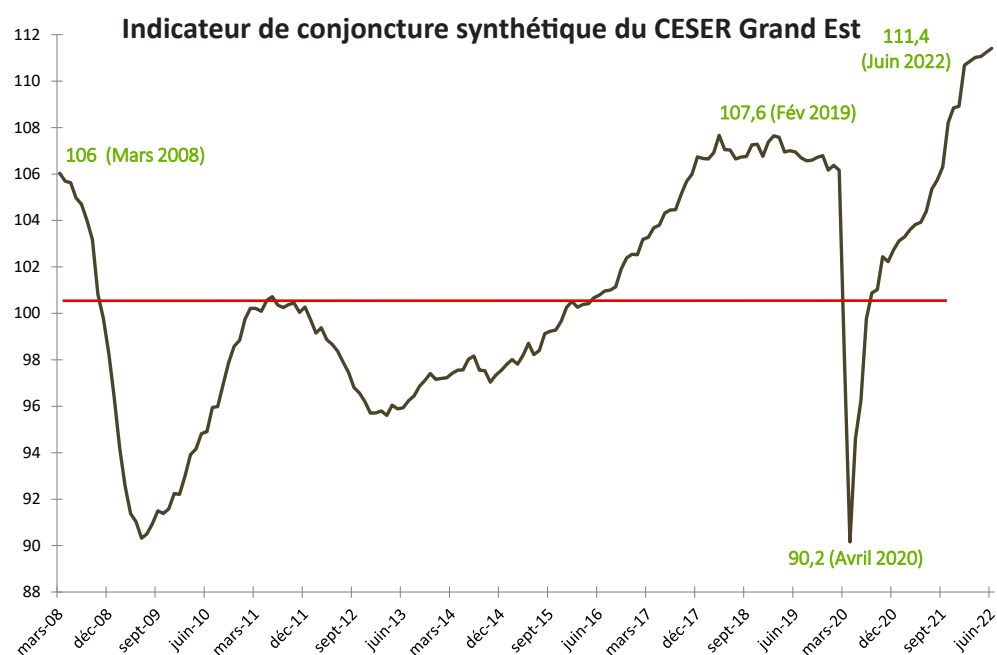
40 000 demandeurs d'emploi en catégorie ABC de moins en un an

Avec 420 440 inscrits à Pôle Emploi au 2^{ème} trimestre 2022, il s'agit du plus faible niveau depuis 2013 (-8,8% sur une année). Les jeunes ont le mieux rebondi après la crise, et leur effectif est le plus bas depuis 2008. On observe enfin une éclaircie de la situation des + de 50 ans, avec une baisse annuelle de 5,2%. C'est majoritairement la catégorie A, sans activité, qui profite de la

baisse. Pour la première fois depuis plus de 10 ans, la durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi, passant de 475 jours en 2012 à 689 jours en 2022, semble avoir atteint un plafond de verre.

6 000 frontaliers de plus vers le Luxembourg en un an

La barre des 200 000 frontaliers a été franchie fin 2021, à la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19. La dynamique ne s'estompe pas puis qu'on compte environ 206 000 frontaliers au 1^{er} trimestre 2022, fortement liée aux 116 522 navetteurs en direction du Luxembourg (+6% sur un an) et aux 39 510 qui se rendent en Suisse (+4,3%). Ils sont 41 835 à travailler en Allemagne, nombre à la baisse depuis 2000 et 8 245 en Belgique.



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

SOMMAIRE

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE
- 7 - CONSTRUCTION NON-RÉSIDENTIELLE (LOCAUX)
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 13 - TAUX DE CHÔMAGE
- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN
- 18 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur un an :

70,3 milliards d'euros
d'exportations

27 100
constructions de logements neufs

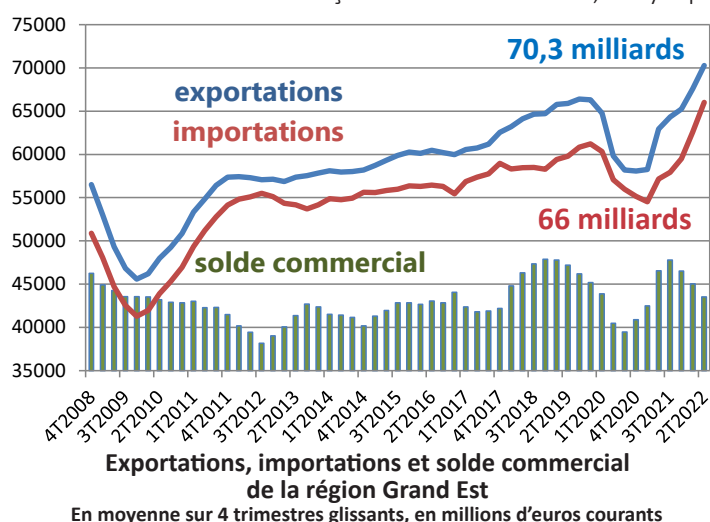
63 298
créations d'entreprises

73,6 %
taux d'utilisation des capacités de production (Juillet 2022)

1 - COMMERCE EXTÉRIEUR (HORS ENERGIE) - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

Record des niveaux d'exportations et d'importations. La crise Covid-19 a entraîné un brusque recul des échanges internationaux en 2020 (avec le niveau le plus bas enregistré depuis 2013). Depuis, le commerce extérieur est de retour à un bon niveau puisqu'on a comptabilisé 65,2 milliards d'exportations en 2021 (+12,3%), se rapprochant du niveau d'avant-crise. Mais ce dernier est largement dépassé par les chiffres des deux premiers trimestres 2022 (18,2 et 19,3 mds d'euros), propulsant l'export annuel régional au dessus des 70 mds d'euros (70,3). Cependant, les importations progressent plus rapidement que les exportations (15,5% vs 11,7%), entraînant une réduction de la balance commerciale annuelle à 4,3 mds, 2 mds de moins qu'il y a un an. A l'échelle départementale, les progressions sont très importantes à l'ouest de la région (29% en Meuse, 25% dans la Marne et les Ardennes), un peu plus ténues dans les départements alsaciens (7%) et en Moselle (10,7%). Au niveau national, sur un an, l'export progresse de 16,5% et l'import de 25%, creusant toujours plus le déficit commercial français. Avec le Grand Est, il n'y a plus que l'Occitanie qui présente un solde commercial positif.

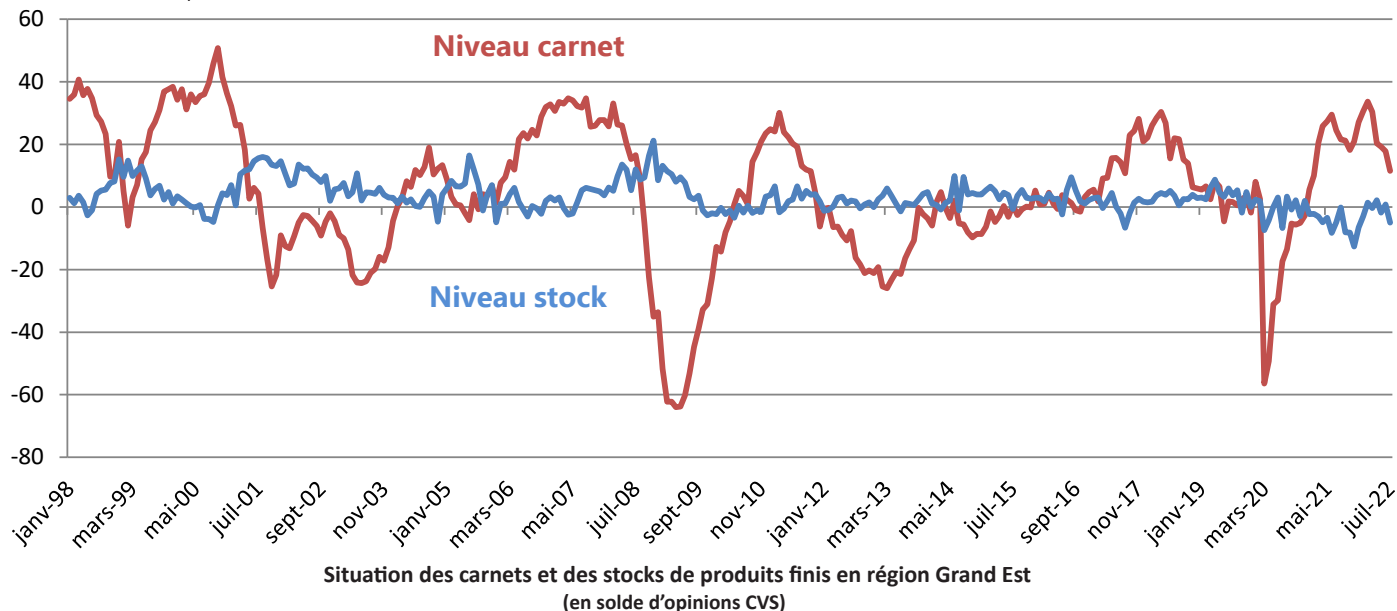


	Evolution des exportations sur un an	Exportations sur un an, en millions d'€
Ardennes	25,5%	2 402
Aube	10,3%	1 888
Bas-Rhin	7,4%	23 160
Haute-Marne	18,5%	1 177
Haut-Rhin	7,2%	13 568
Marne	24,8%	8 006
Meurthe-et-Moselle	15,6%	3 131
Meuse	28,9%	1 659
Moselle	10,7%	12 593
Vosges	16,5%	2 704
Grand Est	11,7%	70 288
France	16,5%	543 344

2 - CARNETS DE COMMANDES ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - JUILLET 2022

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

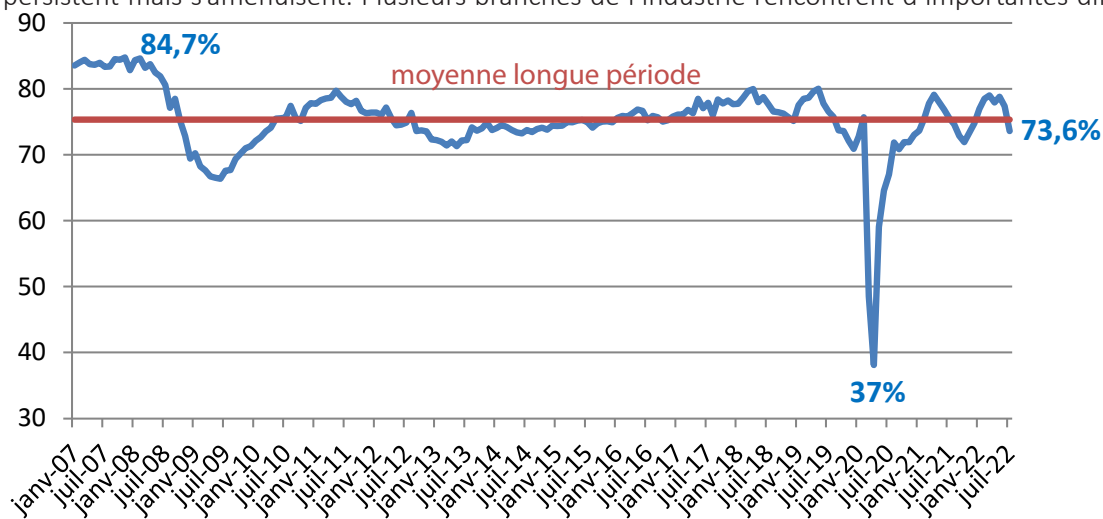
Des carnets de commandes toujours étoffés. En mars 2020, la crise sanitaire et le confinement ont brutalement fait chuter le niveau des carnets de commandes, dans des proportions similaires à la crise économique de 2007. Néanmoins, la reprise a été plus rapide qu'à la fin des années 2000 et le niveau des carnets est au plus haut depuis début 2021 (même s'ils sont en baisse depuis février 2022, en particulier dans l'industrie chimique et l'automobile). A l'inverse, le niveau des stocks demeure en retrait, lié à la hausse des prix des intrants et aux difficultés de recrutement. Cet effet « ciseaux » a entraîné une envolée des prix sur les marchés.



3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - JUILLET 2022

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

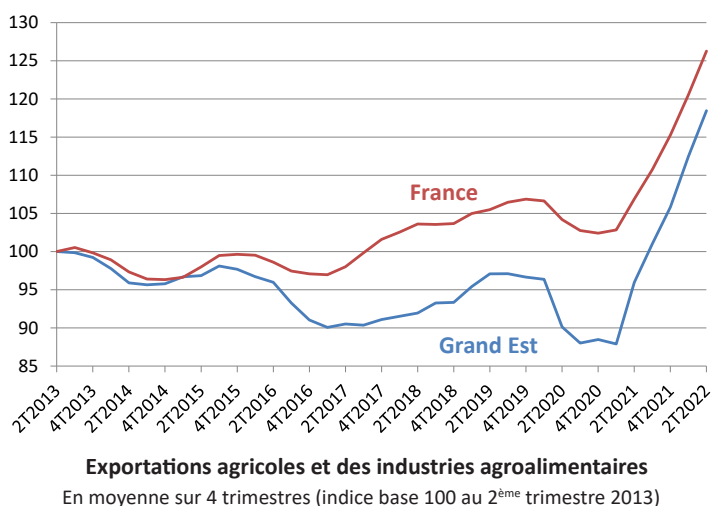
En dent de scie. Le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie, qui s'était effondré en avril 2020 avec la crise Covid-19 et le premier confinement, a mis près d'un an pour retrouver son niveau d'avant-crise. Par la suite, il s'est affiché de nouveau à la baisse, s'établissant à 72% en octobre 2021, conséquence des tensions sur les marchés des matières premières et des difficultés pour les entreprises à s'approvisionner en certains biens intermédiaires de production. Alors qu'il avait retrouvé un bon niveau les premiers mois de 2022 (79%), on assiste à une nouvelle érosion en juin-juillet, fortement lié au secteur de l'automobile, le taux d'utilisation des capacités de production se réduisant à 73,6%. Selon l'enquête menée auprès des chefs d'entreprises, les contraintes d'approvisionnement de matières premières et de matériaux persistent mais s'amenuisent. Plusieurs branches de l'industrie rencontrent d'importantes difficultés de recrutement.



4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES EN EUROS COURANTS

Niveau jamais atteint. L'export de produits agricoles et agro-alimentaires a aussi subi la limitation des échanges internationaux liés à l'épidémie de la Covid-19 (-8,5% dans le Grand Est en 2020). Cependant, la reprise est très forte depuis début 2021, et on enregistre sur un an 11,2 milliards d'euros d'exportations, niveau inédit, alors que le secteur avoisinait annuellement les 9 milliards avant la crise. La progression régionale est plus rapide qu'au national (+23,5% contre +18,1%). Avec 6,5 milliards d'euros de solde positif, le secteur dégage le plus important solde commercial des régions, devant la Nouvelle-Aquitaine, quand le solde commercial national est excédentaire de «seulement» 9,1 milliards d'€. La Marne, qui pèse 42% de l'export agricole et agro-alimentaire régional, voit ses exports progresser d'un tiers sur un an, principalement grâce aux boissons en direction des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Il faut rappeler que dans un contexte inflationniste, le prix des matières agricoles entraîne une augmentation des prix dans l'ensemble des chaînes de valeur.

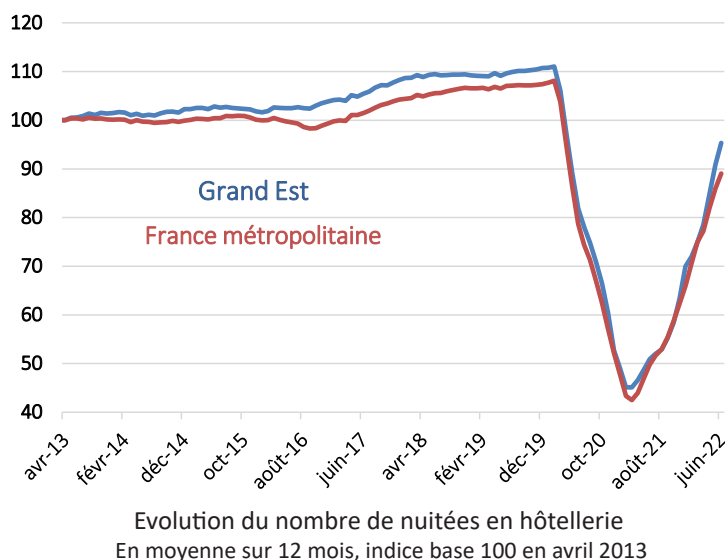


	Evolution des exportations sur un an		Répartition des exportations sur un an, en millions d'euros
Ardennes	21,2%	<div style="width: 21.2%;"></div>	486
Aube	33,9%	<div style="width: 33.9%;"></div>	601
Bas-Rhin	12,9%	<div style="width: 12.9%;"></div>	2 159
Haute-Marne	-4,9%	<div style="width: -4.9%;"></div>	156
Haut-Rhin	7,3%	<div style="width: 7.3%;"></div>	917
Marne	33,0%	<div style="width: 33.0%;"></div>	4 743
Meurthe-et-Moselle	20,8%	<div style="width: 20.8%;"></div>	395
Meuse	15,7%	<div style="width: 15.7%;"></div>	384
Moselle	32,8%	<div style="width: 32.8%;"></div>	1 061
Vosges	12,0%	<div style="width: 12.0%;"></div>	326
Grand Est	23,5%	<div style="width: 23.5%;"></div>	11 228
France	18,1%	<div style="width: 18.1%;"></div>	76 386

5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - JUIN 2022

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Le tourisme progresse mais peine à retrouver son niveau d'avant-crise. Le secteur du tourisme a été l'un des plus impactés par la crise Covid-19 : les confinements successifs et l'absence de touristes internationaux ont généré un effondrement du nombre de nuitées en région comme en France. Si la fréquentation touristique a retrouvé de la vigueur depuis l'été 2021 dans le Grand Est, elle demeure éloignée de son niveau de 2019, avec une clientèle étrangère en retrait. En région, la période allant de juillet 2021 à juin 2022 présente une diminution des nuitées de 13,1% par rapport à la même période en 2018-2019 (-12,2% au national). Hormis en Haute-Marne (+4,1%), tous les départements affichent des reculs, jusqu'à -24,2% dans la Meuse ou -22% dans les Ardennes. Il est à noter qu'au premier trimestre 2022, l'hôtellerie haut de gamme retrouve quasiment son niveau d'avant-crise, contrairement à l'hôtellerie économique (-18%) ou non classée (-44%).



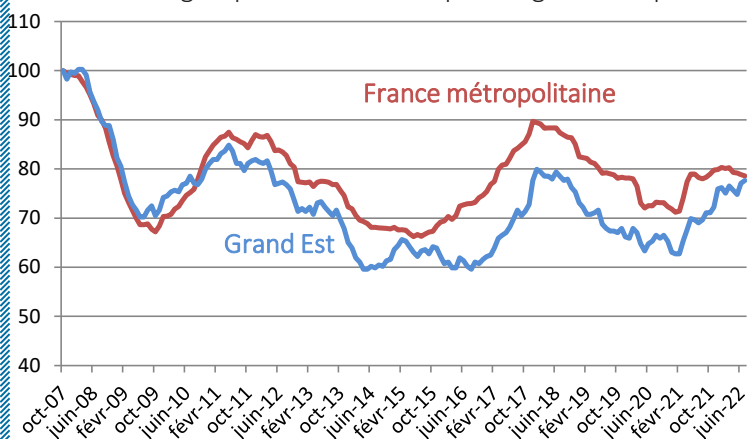
	Evolution des nuitées de juillet 2021 à juin 2022 par rapport à juillet 2018 à juin 2019		Nombre de nuitées mensuelles moyen sur un an, en milliers
Ardennes	-22,0%	<div style="width: -22.0%;"></div>	19
Aube	-12,1%	<div style="width: -12.1%;"></div>	58
Marne	-6,5%	<div style="width: -6.5%;"></div>	129
Haute-Marne	4,1%	<div style="width: 4.1%;"></div>	26
Meurthe-et-Moselle	-8,2%	<div style="width: -8.2%;"></div>	81
Meuse	-24,2%	<div style="width: -24.2%;"></div>	16
Moselle	-13,2%	<div style="width: -13.2%;"></div>	129
Bas-Rhin	-17,7%	<div style="width: -17.7%;"></div>	296
Haut-Rhin	-13,7%	<div style="width: -13.7%;"></div>	209
Vosges	-7,2%	<div style="width: -7.2%;"></div>	72
Grand Est	-13,1%	<div style="width: -13.1%;"></div>	1 036
France métropolitaine	-12,2%	<div style="width: -12.2%;"></div>	15 646

Dans le contexte de crise sanitaire, les taux de réponse aux enquêtes de fréquentation ne garantissent pas un niveau de qualité suffisant à l'échelle départementale entre novembre 2020 et avril 2021, c'est pourquoi nous effectuons ici un comparatif sur la période 2021-2022 et 2018-2019

6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Les autorisations et les mises en chantier orientées à la hausse. Après 3 années de repli entre 2018 et 2021, les constructions sont en progression depuis le 2^{ème} trimestre 2021. Avec 27 100 logements construits, on note une évolution annuelle positive de 30%, permettant de rejoindre le niveau national, qui ne progresse que de 3% sur la période. Un record depuis 2018 a été atteint au 4^{ème} trimestre 2021, avec un peu plus de 7 000 logements. Les autorisations progressent aussi dans des proportions importantes (+31% dans le Grand Est), avec un rythme deux fois plus élevé qu'au national (+16%). On observe des progressions annuelles des mises en chantier (et des autorisations) dans 8 départements sur 10 : très fortes dans les Ardennes (+102%), le Bas-Rhin ou les Vosges (+61%) plus ténues dans le Haut-Rhin (+15%) et en Moselle (+2%). La Haute-Marne et l'Aube présentent des diminutions (-40% et -16%). Il est à noter que les constructions de logements individuels groupés et individuels purs augmentent plus fortement que celle de logement collectifs.



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 octobre 2007

En moyenne sur 12 mois glissants, source INSEE

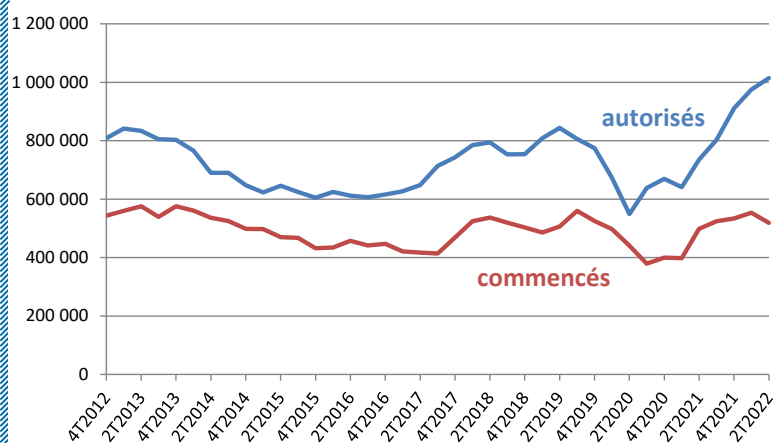
	Evolution du nombre de constructions autorisées sur un an	Evolution du nombre de constructions commencées sur un an
Ardennes	87%	102%
Aube	-7%	-16%
Bas-Rhin	2%	69%
Haute-Marne	-55%	-40%
Haut-Rhin	51%	15%
Marne	65%	56%
Meurthe-et-Moselle	52%	25%
Meuse	57%	40%
Moselle	32%	2%
Vosges	82%	61%
Grand Est	31%	30%
France métropolitaine	16%	3%

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Les constructions de locaux ne suivent pas les autorisations. Les ouvertures de chantier de locaux, qui connaissent une forte croissance depuis début 2021, affiche une sensible diminution au 2^{ème} trimestre 2022. Sur un an, la progression n'est plus que de 4% (9% au niveau national), alors qu'elle était de 34% en 2021. D'importantes disparités subsistent : les Ardennes (+173%), le Haut-Rhin (+89%) et les Vosges (+56%) sont marqués par de fortes hausses annuelles, à l'inverse des reculs enregistrés en Moselle (-47%, expliqué par un 2^{ème} trimestre 2021 record lié à l'installation d'Amazon), en Meuse ou en Haute-Marne. Les autorisations de mises en chantier de locaux d'activités demeurent à un bon niveau en région, avec +38% de constructions autorisées sur un an (+127% dans le Haut-Rhin et +118% dans les Vosges), quand l'augmentation enregistrée en France métropolitaine est de 9%. Malgré cette embellie, le décalage se creuse entre les autorisations et le démarrage des travaux.



Construction de locaux en région Grand Est (en m²)

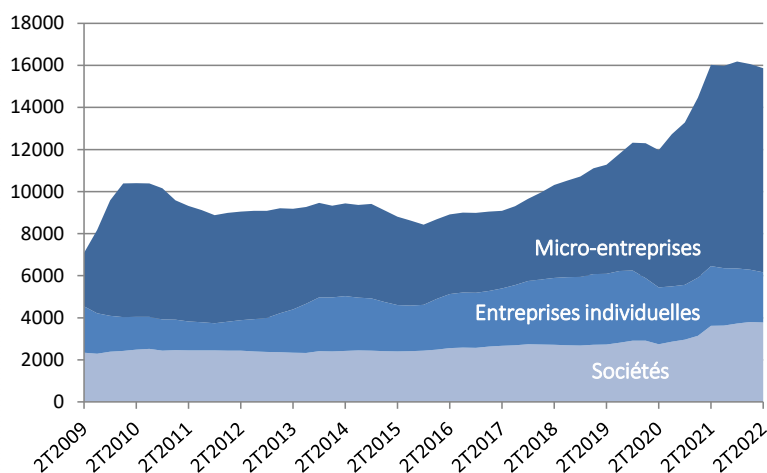
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées sur un an	Evolution des constructions commencées sur un an
Ardennes	35%	173%
Aube	19%	-15%
Bas-Rhin	1%	8%
Haute-Marne	-6%	-25%
Haut-Rhin	127%	89%
Marne	45%	13%
Meurthe-et-Moselle	13%	-14%
Meuse	17%	-33%
Moselle	57%	-47%
Vosges	118%	56%
Grand Est	38%	4%
France métropolitaine	9%	9%

8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Les créations d'entreprise en baisse mais demeurent à un très bon niveau. La crise Covid et ses conséquences sur l'emploi ont été déclencheurs de changements professionnels profonds (alternatives à la perte d'emploi, désir d'entreprendre, ...). Après deux records successifs du nombre de créations d'entreprises dans le Grand Est, à savoir 50 000 en 2020 puis 60 000 en 2021, elles tendent à se stabiliser en 2022, voire à légèrement décroître (-1,3% sur un an en région, -2,6% en France). La Marne, le Bas-Rhin, les Vosges et la Haute-Marne sont encore à la hausse, contrairement au Haut-Rhin (-7,8%) ou à la Meurthe-et-Moselle (-7,3%). Si le nombre de créations de sociétés progresse encore (+4,5% sur un an), ce n'est plus le cas des micro-entreprises (-7,8%), une première depuis 2015. Les nouvelles immatriculations continuent de progresser dans la construction et les services, tandis que les créations d'entreprises dans les secteurs du commerce, de l'hébergement-restauration, du transport et de l'industrie sont en retrait.



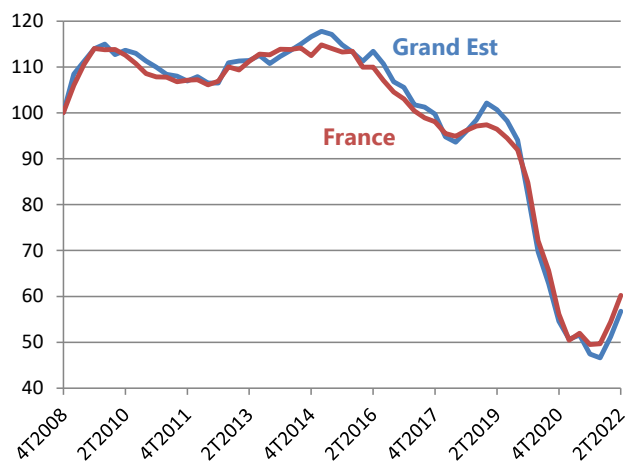
Créations d'entreprises dans la région Grand Est
En moyenne sur 4 trimestres glissants, par type d'entreprise

	Evolution annuelle	Nombre de créations sur 12 mois
Ardennes	-0,2%	2 416
Aube	-2,2%	3 534
Bas-Rhin	2,5%	15 869
Haute-Marne	1,5%	1 480
Haut-Rhin	-7,8%	8 427
Marne	2,9%	7 650
Meurthe-et-Moselle	-7,3%	7 768
Meuse	-1,5%	1 423
Moselle	-0,5%	11 024
Vosges	1,2%	3 707
Grand Est	-1,3%	63 298
France	-2,6%	1 034 244

9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Nette inversion de tendance. Depuis 2019, le nombre d'entreprises en redressement ou liquidation judiciaire s'effondrait, atteignant fin 2021 son plus bas niveau depuis 30 ans, favorisé par le report des traitements des dossiers de liquidation devant les tribunaux et aux mesures de soutien aux entreprises liés à la crise Covid-19. Cependant, le retour de manivelle attendu a eu lieu au premier semestre 2022, le nombre de défaillances étant à la hausse (+10% sur un an en région). La croissance est encore plus forte au national (+15,9%). Seuls le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle parviennent à limiter pour le moment les défaillances sur un an, mais enregistrent tout de même un boom début 2022. En plus du remboursement des PGE, d'autres difficultés se sont rajoutées pour les entreprises : pénurie de produits, hausse des taux d'intérêts, factures énergétiques en hausse, difficulté de recrutement, baisse des dépenses des français liée au recul du pouvoir d'achat...



Défaillances d'entreprises en région Grand Est et en France
En moyenne sur 4 trimestres, glissants, base 100 au 4^{ème} trimestre 2008

	Evolution du nombre de défaillances sur un an	Nombre de défaillances sur un an
Ardennes	19,5%	104
Aube	72,3%	162
Bas-Rhin	-10,7%	490
Haute-Marne	7,8%	55
Haut-Rhin	-6,2%	347
Marne	16,5%	254
Meurthe-et-Moselle	52,9%	318
Meuse	70,0%	102
Moselle	-0,3%	372
Vosges	16,9%	159
Grand Est	10,1%	2 363
France	15,9%	33 516

2. EMPLOI

29 913 créations d'emplois salariés
entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022

1 380 681 emplois salariés dans le secteur marchand,
dont :

742 170 dans les services

285 707 dans l'industrie

238 471 dans le commerce

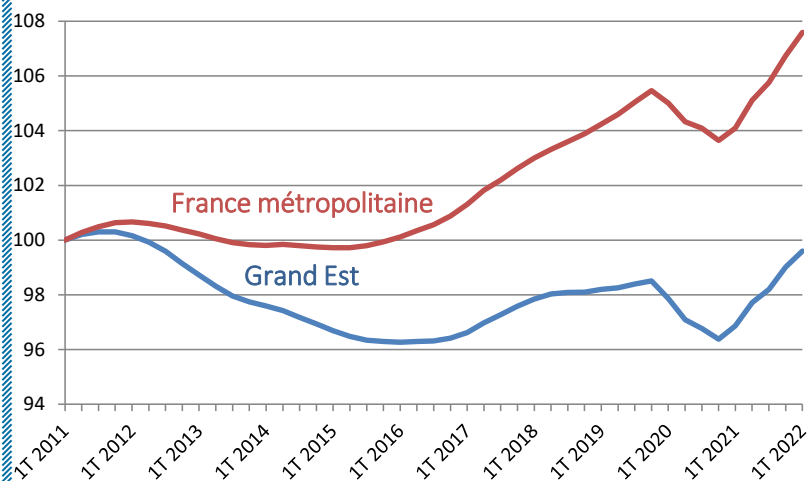
114 333 dans la construction

213 570 offres d'emploi diffusées par Pôle Emploi au 2^{ème} trimestre 2022
dans le Grand Est (dont 75 176 enregistrées directement par Pôle Emploi)

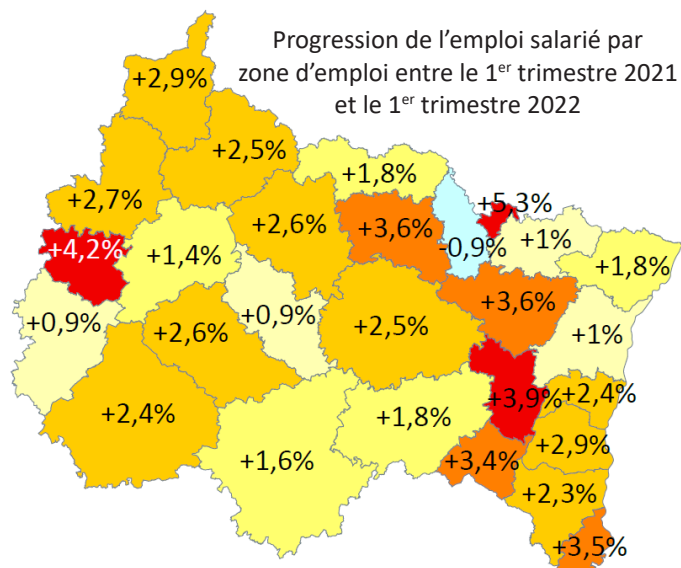
10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ - 1^{ER} TRIMESTRE 2022

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

L'emploi tiré à la hausse. Fortement impacté sur l'année 2020, le marché du travail a connu une reprise très soutenue à partir de début 2021, lui permettant de retrouver rapidement son niveau d'avant-crise. Au premier trimestre 2022, on compte près de 18,57 millions d'emplois salariés privés en France métropolitaine, 600 000 de plus sur une année, soit une progression de 3,3% contre 2,2% pour le Grand Est. Au sein de ce dernier, 26 des 27 zones d'emploi recensent une augmentation des effectifs salariés sur un an. Si la majeure partie du territoire enregistre des hausses allant de 2 à 3%, quelques zones d'emploi affichent de fortes progressions (5,3% à Forbach, 4,2% à Epernay, 3,9% à Saint-Dié-des-Vosges), quand d'autres territoires présentent une croissance plus mesurée, d'environ 1% (Strasbourg, Sarreguemines, Bar-le-Duc, Romilly-sur-Seine). Seule la zone d'emploi de Saint-Avold est à la baisse sur un an (-0,9%).



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé*
Base 100 au 1^{er} trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants
*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris

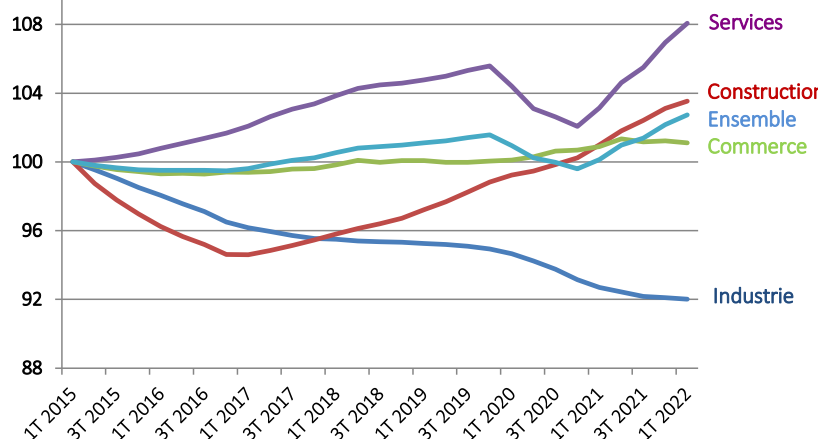


11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 1^{ER} TRIMESTRE 2022

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

Les services et la construction au beau fixe, l'industrie et le commerce souffrent. L'emploi salarié privé a subi un recul d'environ 20 000 postes en 2020. La reprise amorcée en 2021 a été rapide, l'emploi salarié privé dépassant même son niveau d'avant-crise de 15 000 postes début 2022, porté par les services.

- Services : +4,1% soit + 29 913 emplois sur un an. Le tertiaire marchand a été le pan de l'économie le plus impacté par la Covid-19, mais c'est aussi le plus dynamique depuis la reprise, le tertiaire non marchand étant plutôt stable.
- Construction : +1,6% soit 1 824 créations de postes sur une année. En constante progression depuis 2017, c'est le seul secteur à avoir présenté une augmentation des effectifs durant l'épidémie
- Commerce : -0,5% soit - 1 120 postes ; l'emploi varie peu depuis 2015, mais s'érode légèrement depuis un an.
- Industrie : -0,4% soit - 1 185 emplois, l'industrie continue de baisser, mais il est à noter qu'il s'agit du plus faible recul de l'effectif depuis 2015



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé

Indice 100 au 2^{ème} trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants

	Nombre d'emplois au 1 ^{er} trimestre 2022	Evolution sur un an	
		en nombre	en %
Industrie	285 707	-1 185	-0,4%
Construction	114 333	1 824	1,6%
Commerce	238 471	-1 120	-0,5%
Services	742 170	30 394	4,1%
Total	1 380 681	29 913	2,2%

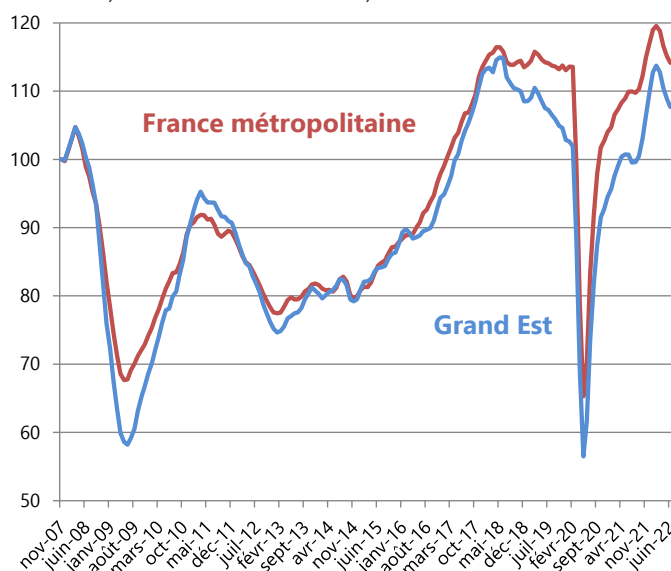
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTÉrimAIRE - JUIN 2022

SOURCE : DARES & DREETS // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

L'intérim en baisse après un début d'année à haut niveau. Alors que la crise Covid a divisé par plus que deux les effectifs, faisant passer leur nombre dans la région de 64 500 en février 2020 à 28 000 en avril, la reprise a été forte dès l'été 2020. Le niveau d'avant-crise a même été dépassé fin 2021. Un pic a été atteint en janvier 2022, à 72 568. Depuis, l'effectif s'amenuise, et on comptabilise 67 215 emplois intérimaires en juin 2022. Sur un trimestre, tous les départements sont à la baisse, de -0,3% dans la Meuse à -9,1% dans les Vosges. Hormis le commerce, tous les secteurs d'activités sont concernés par le recul observé depuis février. Cependant, sur un an, l'intérim progresse encore de 8,3% dans le Grand Est, contre 4,4% en France. Dans la région, 45% des intérimaires exercent dans l'industrie, 32% dans le tertiaire, 15% dans la construction et 8% dans le commerce.

	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
Ardennes	-6,8%	2,6%
Aube	-5,5%	0,6%
Bas-Rhin	-7,0%	-1,0%
Haute-Marne	-6,2%	7,0%
Haut-Rhin	-5,9%	25,8%
Marne	-3,2%	2,1%
Meurthe-et-Moselle	-4,0%	5,9%
Meuse	-0,3%	-4,9%
Moselle	-2,3%	29,5%
Vosges	-9,1%	9,7%
Grand Est	-4,3%	8,3%
France	-3,8%	4,4%



Evolution de l'emploi intérimaire
Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en novembre 2007

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 2^{ème} trimestre 2022

420 440 demandeurs d'emploi de catégorie ABC*

(241 120 en catégorie A)

52 080 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans

(30 920 en catégorie A)

122 230 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans

(75 660 en catégorie A)

7,1% taux de chômage dans la région (1^{er} trimestre 2022)

*Catégorie A : personne sans emploi

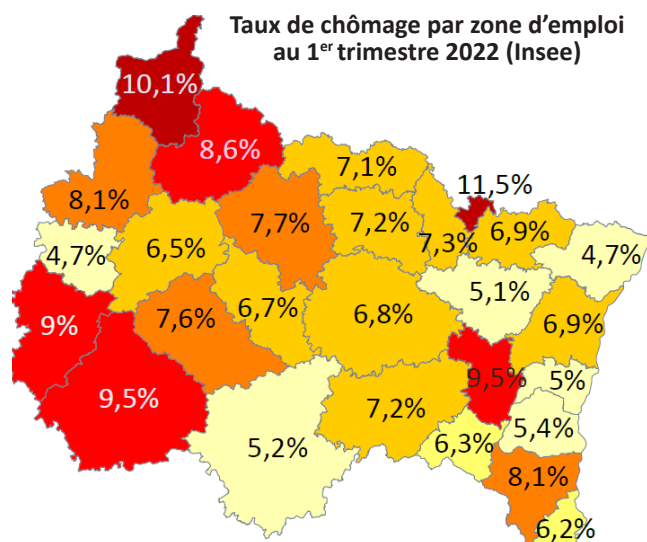
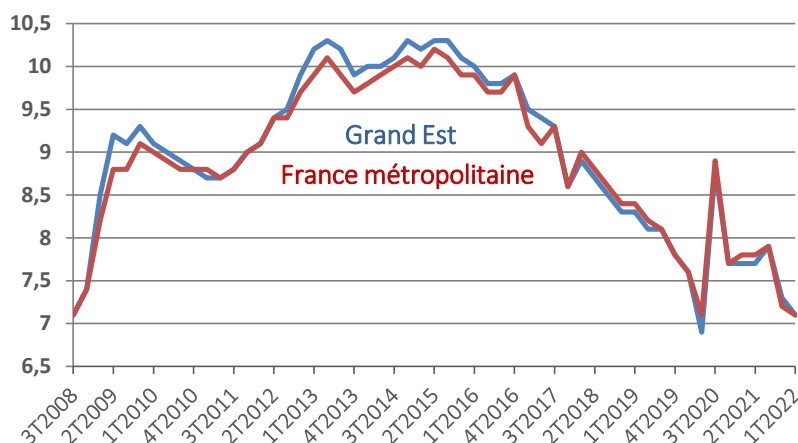
*Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

*Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

13 - TAUX DE CHÔMAGE - 1^{ER} TRIMESTRE 2022

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Baisse significative du chômage. Après une année 2020 particulièrement chahutée (forte baisse artificielle liée au chômage partiel et à l'arrêt de recherches actives d'emploi, suivi d'un pic à l'été), le taux de chômage s'était stabilisé en 2021 aux alentours de 7,8%, en Grand Est comme en France. Cependant, la fin de cette année a été marquée par une contraction importante, précédant une nouvelle diminution, plus mesurée, début 2022. Ainsi, au 1^{er} trimestre 2022, le chômage régional comme national s'établit à 7,1%, son plus bas niveau depuis 2008 (exceptée la baisse artificielle du chômage au 2^{ème} trimestre 2020). Au niveau infra-régional, les forts contrastes subsistent : plusieurs zones d'emploi affichent un taux aux alentours des 5% (Epernay, Sarrebourg, Haguenau, Sélestat), taux qui est doublé à Charleville-Mézières (10,1%) ou Forbach (11,5%).

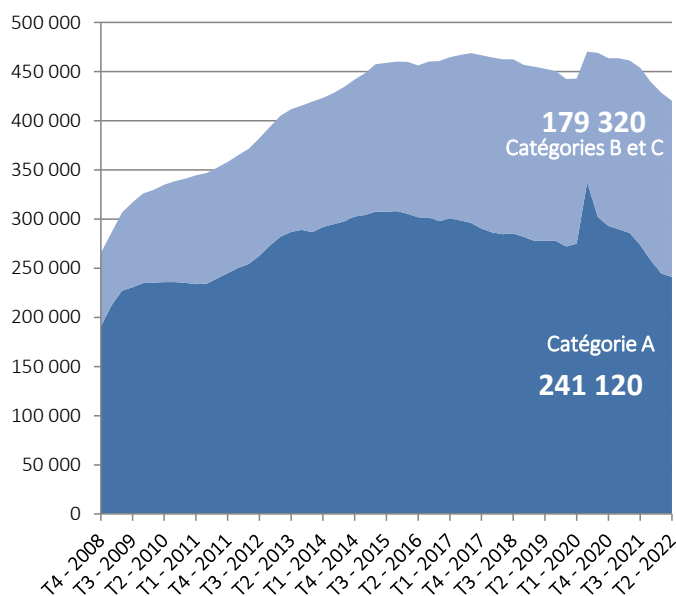


Taux de chômage en région Grand Est et en France métropolitaine

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le nombre de demandeurs d'emploi continue de chuter. Avec 420 440 inscrits à Pôle Emploi en catégorie ABC au 2^{ème} trimestre 2022, plus faible niveau du nombre de demandeurs d'emploi dans le Grand Est depuis 2013, on note une baisse de l'effectif de 8,8% (-40 000 personnes) sur une année en région (-9,1% en France métropolitaine). Ce sont toujours majoritairement les demandeurs d'emploi en catégorie A (sans activité) qui sont à la baisse. Tous les départements affichent un recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an, s'échelonnant de -4% dans les Ardennes à -12,1% dans le Haut-Rhin. C'est également le cas sur un trimestre, même si les diminutions sont un peu moins marquées que lors des derniers exercices. Le repli du nombre de demandeurs d'emploi est un peu plus accentué pour les hommes que pour les femmes.



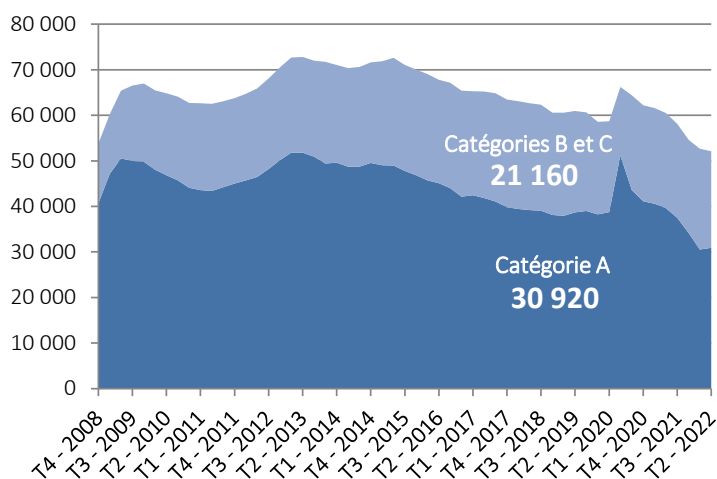
Catégorie A, B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	-0,4%	-4,0%
Aube	-1,2%	-7,2%
Bas-Rhin	-1,5%	-9,0%
Haute-Marne	-2,3%	-9,6%
Haut-Rhin	-3,5%	-12,1%
Marne	-1,7%	-7,2%
Meurthe-et-Moselle	-2,2%	-9,5%
Meuse	-1,5%	-8,7%
Moselle	-1,8%	-9,1%
Vosges	-1,1%	-7,6%
Grand Est	-1,9%	-8,8%
<i>dont hommes</i>	<i>-2,0%</i>	<i>-9,9%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>-1,6%</i>	<i>-7,8%</i>
France métropolitaine	-1,8%	-9,1%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Les améliorations sur le marché du travail profitent encore davantage aux jeunes. Après un impact important de la crise Covid-19 sur le marché de l'emploi des moins de 25 ans (+13% de demandeurs d'emploi), c'est aussi le public qui a le mieux rebondi. En effet, avec un total de 52 080 jeunes au 2^{ème} trimestre 2022, nombre le plus faible depuis 2008, on compte 12 500 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en moins en deux ans dans le Grand Est. L'ensemble des départements présente une réduction du nombre de jeunes demandeurs d'emploi sur un an (de -7,5% dans les Ardennes à -15,9% en Moselle), même si les baisses sont moins accentuées ce trimestre. Sur trois mois comme sur douze, l'évolution est encore plus favorable au national qu'au régional (-15,8% contre -14% et -2,1% contre -1,2%).



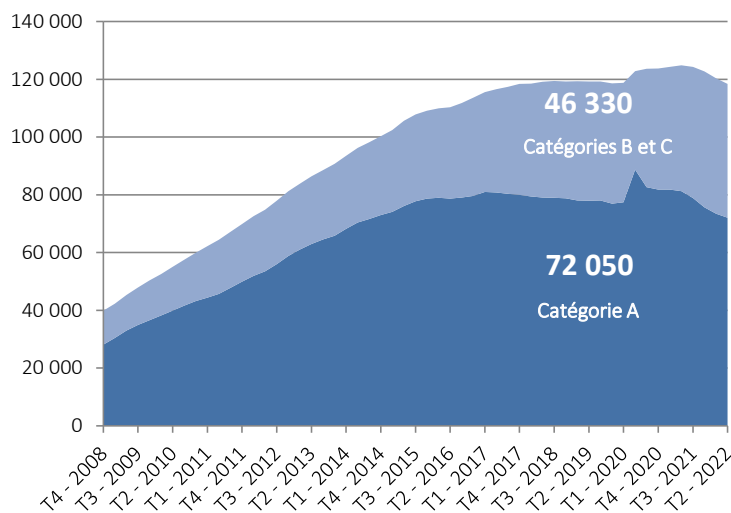
Catégories A,B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	1,3%	-7,5%
Aube	-1,8%	-10,7%
Bas-Rhin	-1,2%	-13,6%
Haute-Marne	-2,4%	-14,2%
Haut-Rhin	-1,5%	-17,8%
Marne	-2,7%	-12,6%
Meurthe-et-Moselle	-1,8%	-14,1%
Meuse	-1,7%	-15,0%
Moselle	0,0%	-15,9%
Vosges	-0,3%	-12,0%
Grand Est	-1,2%	-14,0%
<i>dont hommes</i>	<i>-1,5%</i>	<i>-14,4%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>-0,9%</i>	<i>-13,5%</i>
France métropolitaine	-2,1%	-15,8%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Enfin une baisse franche pour les séniors. Si le nombre de demandeurs d'emploi de + de 50 ans a augmenté durant la crise Covid-19 (+ 4 500), la baisse qui s'en est suivie n'a pas été aussi importante que pour le public jeune, en ne présentant qu'une légère inflexion (-1,2% en 2021). Cependant, les derniers chiffres montrent une réelle amélioration, puisqu'on compte au 2^{ème} trimestre 2022 dans le Grand Est 118 380 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en catégories A, B et C, soit 6 000 de moins sur une année (-5,2% et-5% au national). Ils sont à la baisse dans tous les départements sur un trimestre comme sur un an, le plus fort recul annuel étant à mettre au crédit du Haut-Rhin (-7,9%). Il est à noter que seule la catégorie A (sans activité) profite de cette amélioration, les demandeurs d'emploi en catégories B et C étant toujours plus nombreux.



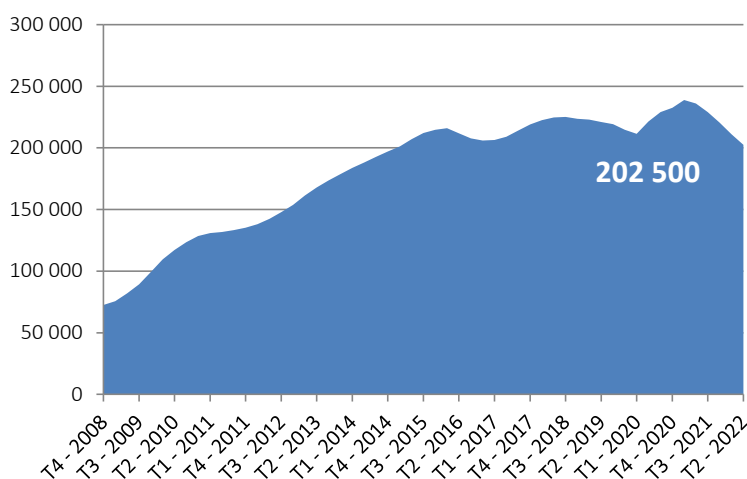
Catégories A, B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	-1,3%	-3,4%
Aube	-0,9%	-3,6%
Bas-Rhin	-1,4%	-5,8%
Haute-Marne	-0,9%	-5,7%
Haut-Rhin	-3,8%	-7,9%
Marne	-0,3%	-3,0%
Meurthe-et-Moselle	-1,2%	-4,3%
Meuse	-1,3%	-4,7%
Moselle	-1,9%	-5,6%
Vosges	-0,7%	-3,8%
Grand Est	-1,6%	-5,2%
<i>dont hommes</i>	<i>-1,5%</i>	<i>-5,5%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>-1,7%</i>	<i>-4,8%</i>
France métropolitaine	-1,2%	-5,0%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

34 000 demandeurs d'emploi longue durée de moins en un an. On observe une nette décrue depuis début 2021, où un pic avait été atteint avec presque 239 000 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an. On en dénombre 202 500 au 2^{ème} trimestre 2022, soit 48,2% des demandeurs d'emploi (51,5% début 2021). Le recul trimestriel enregistré en région est identique au national (-4%), et sensiblement identique sur une année (-14,2% dans le Grand Est contre-15,2% en France métropolitaine). Tous les départements profitent de cette dynamique, avec des baisses allant de 10,9% dans l'Aube à 17,4% en Haute-Marne. Si la baisse se confirmait au second semestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi longue durée pourrait passer sous la barre des 200 000 en région, une première depuis 2015.



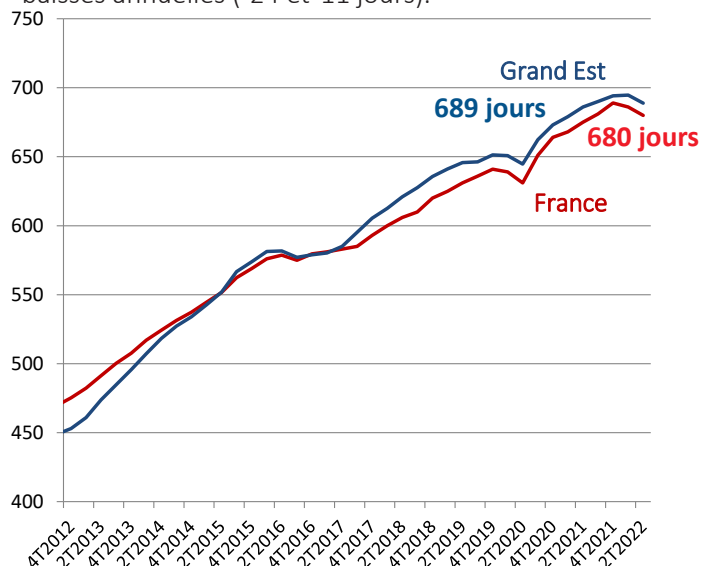
Catégories A, B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	-2,2%	-13,4%
Aube	-2,5%	-10,9%
Bas-Rhin	-3,9%	-15,0%
Haute-Marne	-4,8%	-17,4%
Haut-Rhin	-5,7%	-17,0%
Marne	-3,5%	-12,5%
Meurthe-et-Moselle	-3,7%	-15,0%
Meuse	-2,8%	-13,4%
Moselle	-4,5%	-13,1%
Vosges	-3,6%	-13,6%
Grand Est	-4,0%	-14,2%
France métropolitaine	-4,0%	-15,2%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

18 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DARES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le plafond de verre enfin atteint ? Après une inflexion au 2^{ème} trimestre 2020 avec l'arrivée-temporaire- de nouveaux demandeurs d'emplois liée au premier confinement, l'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi dans le Grand Est (catégories ABC) a très vite de nouveau été à la hausse (+50 jours en un an et demi). Cependant, on a assisté fin 2021 à un ralentissement de l'augmentation au niveau régional. Les chiffres enregistrés au 2^{ème} trimestre 2022 sont même favorables, puisqu'on enregistre un recul de 6 jours de la moyenne régionale d'inscription à Pôle Emploi, passant de 695 à 689 jours (686 à 680 en France). Reste à savoir si une décrue s'amorce réellement, ou bien si elle n'est que conjoncturelle. A noter que les Ardennes et les Vosges, qui présentent les anciennetés moyennes les plus élevées, affichent aussi les plus fortes baisses annuelles (-24 et -11 jours).



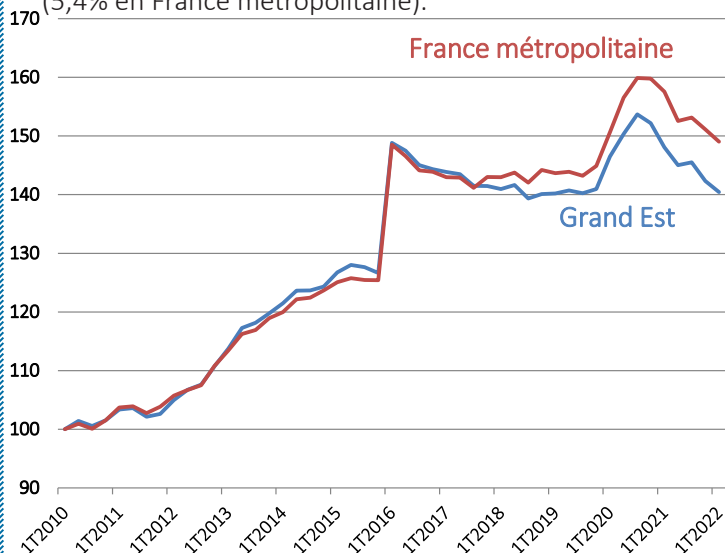
Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (en jours, catégories A, B et C)

	Evolution sur un an, en nombre de jours	Ancienneté moyenne, en jours
Ardennes	-24	763
Aube	8	706
Marne	-1	686
Haute-Marne	-1	692
Meurthe-et-Moselle	6	722
Meuse	-1	716
Moselle	7	662
Bas-Rhin	3	669
Haut-Rhin	10	646
Vosges	-11	763
Grand Est	3	689
France	5	680

19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 1^{ER} TRIMESTRE 2022

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le nombre d'allocataires RSA continue de décroître. Avec 141 200 bénéficiaires du RSA comptabilisés dans le Grand Est au 1^{er} trimestre 2022 (8,3% du total national, en retrait depuis 2015), l'effectif est de retour à son niveau d'avant-crise, avec 7 700 allocataires de moins sur un an. Durant la crise Covid-19, 13 000 allocataires de plus avaient été recensés en région, avec un pic au 3^{ème} trimestre 2020, à hauteur de 154 420 allocataires. A l'exception de l'Aube (+0,2% sur un an), l'ensemble des départements du Grand Est présente des reculs du nombre d'allocataires RSA, de -0,3% en Haute-Marne à -6,7% en Moselle ou -9,2% dans le Bas-Rhin. A l'échelle du Grand Est, le nombre de bénéficiaires décline sur une année de 5,2% (5,4% en France métropolitaine).



Base 100 au premier trimestre 2010 Nb : au 1er janvier 2016 les règles de calcul du nombre d'allocataires ont changé d'où la rupture de la courbe

Evolution du nombre d'allocataires du RSA

	Evolution du nombre d'allocataires sur un an	Nombre d'allocataires au 1 ^{er} trimestre 2022
Ardennes	-6,3%	9 790
Aube	0,2%	9 520
Bas-Rhin	-9,2%	26 090
Haute-Marne	-0,3%	4 250
Haut-Rhin	-4,9%	15 590
Marne	-1,0%	14 840
Meurthe-et-Moselle	-3,6%	21 140
Meuse	-3,6%	4 700
Moselle	-6,7%	24 940
Vosges	-6,0%	10 240
Grand Est	-5,2%	141 100
France métropolitaine	-5,4%	1 694 690

4. TRANSFRONTALIER

Au 1^{er} trimestre 2022

206 112 travailleurs frontaliers

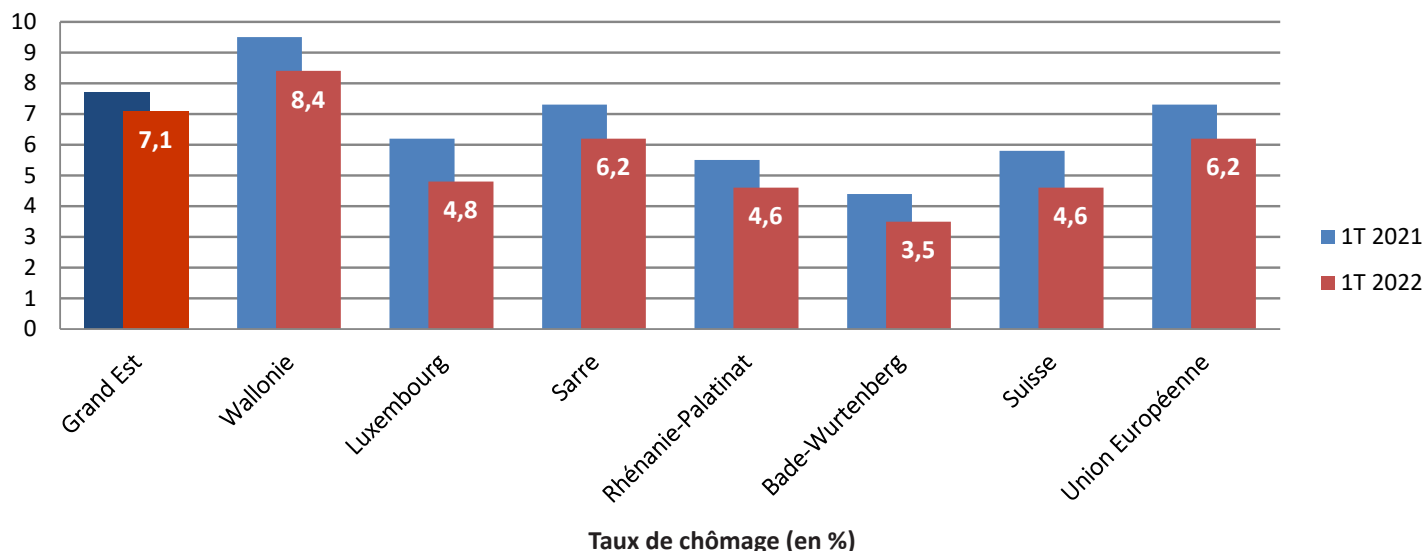
116 522 au Luxembourg
41 835 en Allemagne*
39 510 en Suisse
8 245 en Belgique*

* Données non actualisées depuis 2019

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 1^{ER} TRIMESTRE 2022

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le chômage recule dans l'ensemble des régions frontalières. En 2020, les taux de chômage avaient progressé dans l'ensemble de l'espace transfrontalier, une première depuis 2015, avant de se rétracter en 2021, surtout en fin d'année, à la faveur du redressement des activités économiques. Cette dynamique se poursuit début 2022, puisque sur un an, tous les territoires sont marqués par une baisse du chômage, allant de -0,6 point dans le Grand Est à -1,4 points au Luxembourg. La Wallonie présente encore un taux de chômage élevé (8,4%), malgré un retrait annuel de 1,1 points. En Suisse, dans le Bade-Würtemberg et en Rhénanie-Palatinat, les taux de chômage affichent également une contraction d'environ un point sur un an, bien qu'ils soient déjà à des niveaux bas.



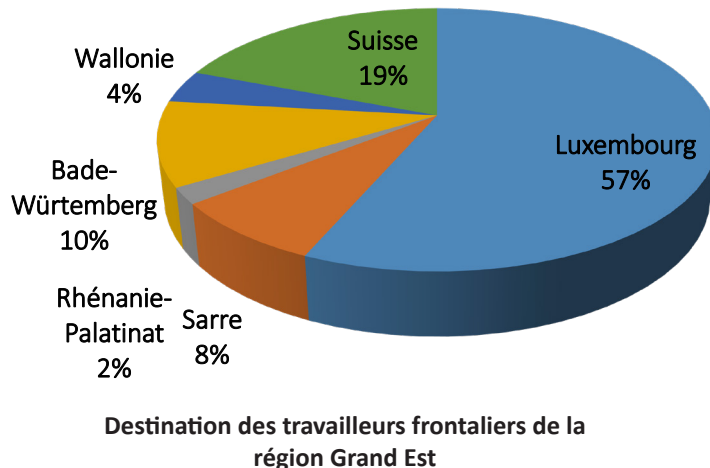
21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 1^{ER} TRIMESTRE 2022

SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA - OREF

6 000 frontaliers de plus en direction du Luxembourg en un an. La barre des 200 000 travailleurs frontaliers dans le Grand Est a été franchie fin 2021, à la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19. La dynamique ne s'estompe pas puisqu'ils sont 206 112 au premier trimestre 2022. Cette évolution est largement due au dynamisme du Luxembourg, qui, a repris son rythme de croissance d'avant-crise, avec pas moins de 6 000 nouveaux travailleurs français sur un an (+6%, quand la progression annuelle moyenne des 10 dernières années est de 4,1%). Le palier des 150 000 frontaliers français au Luxembourg, projeté pour 2035, pourrait être atteint plus tôt que prévu. 39 510 navetteurs traversent la frontière suisse quotidiennement, 4,3% de plus sur un an, soit une croissance annuelle deux fois plus importante que celle observée en moyenne sur les 10 dernières années (+2%). La Belgique comptait environ 8 245 travailleurs frontaliers résidant dans la région en 2019, chiffres en stabilisation. Enfin, les frontaliers en direction de l'Allemagne seraient 41 835 répartis sur 3 Länder (les derniers éléments consolidés datent également de 2019). Pour rappel, ils étaient 60 000 en 2000.

	Nombre de frontaliers au 1 ^{er} trimestre 2022	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	116 522	+6%	+4,1%
Suisse	39 510	+4,3%	+2%
Allemagne*	41 835		
Belgique*	8 245		

(*) Données non actualisées depuis 2019



Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture
du CESER Grand Est (23 membres)

Président : Jean-Paul NOLLET
Vice-Président : Pascal LOUIS
Rapporteuse : Alexandra PINATON

Chargé de mission : Nicolas BRIZION

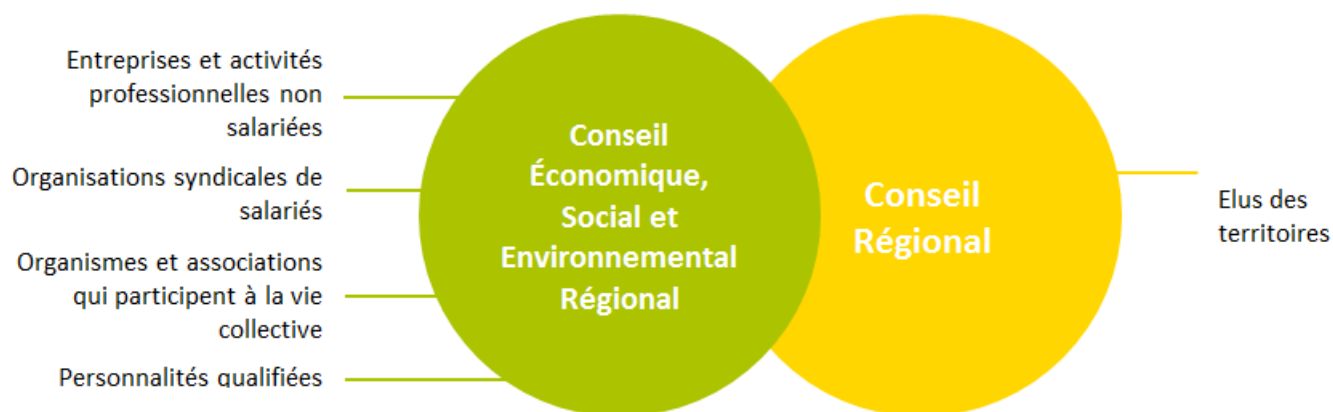
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet : www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00

CESER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **Grand Est**